

Brochure n° 3133

**Convention collective nationale**

IDCC : 953. – **CHARCUTERIE DE DÉTAIL**

AVENANT N° 109 DU 26 JUIN 2006  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
NOR : *ASET0650841M*  
IDCC : *953*

Entre :

La confédération nationale des charcutiers, charcutiers-traiteurs et traiteurs,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération du personnel d'encadrement de la production, de la transformation, de la distribution, et des services et organismes agroalimentaires, et des cuirs et peaux (FNAA) CFE-CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations professionnelles et syndicales soussignées ont convenu ce qui suit, en complément des avenants n°s 101 et 105 relatifs à la formation professionnelle, en vue de mettre en conformité à la loi et aux règlements en vigueur, l'avenant n° 100 auquel se substitue le présent avenant.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Contribution des entreprises au financement de la formation*

L'article 35 de la convention est ainsi rédigé :

Dans le but de :

- satisfaire les besoins des salariés relevant de la convention collective en matière de formation professionnelle tout au long de la vie et favoriser leur légitime aspiration à accéder à un niveau supérieur de qualification ou s'adapter à un changement d'activité ;

- diffuser auprès des salariés et de leurs employeurs les informations susceptibles de les aider à mieux exercer leurs choix en matière de formation professionnelle en fonction d'actions de formation déterminées paritairement ;
- favoriser le plus possible l'insertion professionnelle des jeunes dans les entreprises en proposant et en mettant en œuvre un dispositif de professionnalisation et de qualification conduisant à des titres ou diplômes professionnels ;
- mettre en œuvre, en fonction des objectifs généraux, la politique de formation définie paritairement.

Les entreprises sont tenues d'acquitter, à titre obligatoire, auprès de l'OPCAD, organisme paritaire collecteur agréé de l'alimentation en détail, les contributions suivantes :

- pour les entreprises occupant 10 salariés et plus : 1,6 % de la masse salariale brute :
  - 0,5 % affecté au financement des contrats et périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
  - 0,2 % affecté au financement du congé individuel à la formation ;
  - 90 % de 0,9 % affectés au plan de formation ;
- pour les entreprises occupant moins de 10 salariés :
  - 0,15 % affecté au financement des contrats de professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
  - 0,45 % affecté au financement des autres formations.

Le montant minimal de la cotisation pour l'entreprise ne peut être inférieur à 50 €.

Pour les entreprises qui franchissent le seuil de 10 salariés pour la première fois, les cotisations dues au titre de la formation professionnelle sont fixées conformément à la loi et aux règlements en vigueur.

## **Article 2**

### *Dépôt et demande d'extension*

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties conviennent également d'en demander l'extension en application de l'articles L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 26 juin 2006.

(Suivent les signatures.)